

Quelques réflexions personnelles au sujet du WELG et  
de son avenir

---

Le travail du WELG a donné lieu à des échanges intéressants, sinon toujours faciles, ainsi qu'à une mise en commun de quelques-unes des multiples recherches dans le sens d'une meilleure "coopération entre hommes et femmes dans la société et dans l'Eglise". Il a permis de découvrir des possibilités nouvelles de collaboration oecuménique tant au plan mondial qu'aux niveaux national et local.

L'"exploration" menée par le Groupe a été nécessairement limitée par sa composition géographique, par la difficulté de réunions fréquentes même entre membres résidant en Europe et par le manque d'un budget permettant de planifier les activités.

Le travail a été rendu difficile aussi par l'incertitude quant au statut ou mandat des membres. Du côté catholique, on ne voyait pas clairement le rapport du Groupe au Secrétariat pour l'Unité et au Consilium de Laïcis. D'autre part, nommées à titre personnel, les membres n'ont pas toujours compris qu'elles étaient choisies en fonction des expériences et des réseaux de contact qu'elles avaient du fait de leur position dans telle ou telle organisation, et qu'elles devaient donc mettre ces expériences et ces contacts au service du Groupe. Nous avons déjà mentionné la difficulté qui provenait de l'intégration au sein du Groupe du "Comité de Travail" représentant les initiatives des organisations féminines. Enfin, il n'y a pas eu le temps de bien intégrer l'apport des Religieuses, qui pourrait être d'une importance particulière. (Voir annexe 4, Note de Marga Bübrig, pour les interrogations et incertitudes au sujet du Groupe).

Il est certain aussi que des questions de fond qui se sont dégagées ou qui ont été effleurées au cours des réunions gagneraient à être traitées dans un contexte qui ne soit pas spécifiquement féminin. (Dialogue oecuménique au niveau local, rapports avec les non-chrétiens, sécularisation, rôles et ministères des femmes dans les Eglises, mouvements de "libération"...).

Pour l'avenir il semble souhaitable de poursuivre les pistes ouvertes par le travail du WELG, mais en séparant plus nettement les divers aspects ("exploration" et liaison - étude - tâches opérationnelles) et en mettant davantage en oeuvre la "coopération entre hommes et femmes".

Du côté catholique, on pourrait confier certaines tâches opérationnelles à l'Union Mondiale des Organisations Féminines Catholiques (UMOFC), qui vient de créer pour une période de 4 ans une Commission sur l'Écuminisme présidée par Mme Jacqueline Stuyt. Il s'agirait avant tout des initiatives du type de la conférence de Vienne ("Image de la femme dans les mass media"). Comme par le passé, l'UMOFC devrait naturellement rechercher la collaboration d'autres organisations catholiques, féminines ou mixtes, ainsi que des religieuses; et, comme pour toutes les activités analogues des O.I.C., le Secrétariat pour l'Unité et le Consilium de Laïcis devraient être tenus au courant et consultés.

La réalisation éventuelle du "programme" WELG-SODEPAX sur la contribution des femmes à la Paix pourrait être prise en main du côté catholique soit par l'UMOFIC ou une autre O.I.C., soit par le Conseil National des Femmes Catholiques des Etats-Unis, dont la Secrétaire générale, Miss Mealey, présente comme Observatrice à la 3ème réunion du WELG, s'y est vivement intéressée.

Pour les tâches d'"exploration" par rapport à des aspects précis (dialogue oecuménique au plan local, mouvements de "libération"), le Consilium de Laïcis pourrait, d'entente avec le Secrétariat pour l'Unité, organiser des recherches épistolaire, des "tables rondes", des rencontres régionales et, de temps à autres une consultation élargie plus représentative du point de vue géographique.

Pour des questions ayant des incidences théologiques (rôles et ministères des femmes dans les Eglises) il faudrait des groupes ad hoc composés de femmes laïques et religieuses, de théologiens et d'autres compétences (sous la responsabilité conjointe du Secrétariat pour l'Unité et du Consilium de Laïcis).

En vue de tous ces aspects, il faudrait :

- identifier les "partenaires" appropriés du côté du C.Oe.E., en tenant compte de la restructuration en cours du Conseil lui-même;
- assurer un financement adéquat : subsides pour des initiatives prises en charge par l'UMOFIC ou par d'autres organisations; budget adopté préalablement (par qui?) pour des réunions ad hoc, des consultations internationales, des études.

Fundação Cuidar o Futuro

*Romy Silva*

25 mai 1971